



L'ALÉNA et l'identité nord-américaine

Mathieu Arès et Xavier P-Laberge

Résumé :

L'ALÉNA a maintenant 20 ans et plusieurs questions persistent sur les avantages et inconvénients de cet accord. Aussi, les prévisions de certains auteurs, notamment Deutsch et Mitrany prédisaient une construction de valeurs communes et une augmentation inévitable du niveau d'intégration, mais est-ce que cela s'avère exact après 20 ans? Rien n'est moins certain. Dans cette recherche, nous montrons que, malgré qu'il existe une fondation commune aux trois pays membres de l'ALÉNA, il ne semble pas y avoir une identité nord-américaine évidente. Cependant, tout porte à croire que la construction progresse tranquillement dû à des défis communs et rapprochements des valeurs communes.

Mots-clés: ALÉNA, Identité, Amérique du Nord, Communauté, Nord-américain

Introduction

Le premier janvier 1994 entrait en vigueur l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) entre le Mexique, le Canada et les États-Unis. En son temps, il s'agissait de l'accord économique le plus important, créant un immense marché de près de 380 millions de personnes, innovant dans plusieurs domaines, comme les services, l'investissement et la propriété intellectuelle. Il avait surtout pour objectif d'être un modèle de coopération entre des pays développés et un important pays en transition, à la fois sur le politique et sur le plan économique. Aussi, comme le soutenait le président mexicain Carlos Salinas de Gortari dans un discours au Congrès des États-Unis, « Le temps est [était] venu de construire une nouvelle relation libérée des mythes, de la méfiance, des abus et des récriminations. Une relation basée sur un dialogue continu entre nos deux nations, respectueuse de nos différences intrinsèques, imaginatives, permettant d'établir une coopération mutuellement bénéfique, et inspirée des idéaux de démocratie, de justice et de liberté que nous partageons » (Roett, 1991, p.6).

Le bilan de cet accord qui a fêté ses 20 ans reste encore mitigé pour plusieurs et les prédictions économiques et sociales exagérées tant positives que négatives n'ont pas eu lieu (Arès et Deblock, 2011). Par contre, si nous considérons que le but premier de l'ALÉNA était « l'insertion du Mexique dans l'économie de marché et consolider la coopération économique dans la région [alors], de ce point de vue, l'accord peut être considéré comme un succès en matière de politique étrangère pour les pays membres » (Navarro Castaño, 2008, p.12). Avec sans doute en tête l'exemple européen, des observateurs y ont même vu l'émergence d'une communauté nord-américaine, qui par de là le commerce, serait construite sur des valeurs partagées, sur un sentiment d'appartenance voire une identité commune (Clarkson 2008, Morales 2008 et Pastor, 2011). Qu'est-ce qu'il en est aujourd'hui de cette idée de communauté et d'identité nord-américaines ? Sont-elles des victimes collatérales du 11 septembre et des changements des priorités politiques, notamment aux États-Unis ? Est-ce que le Canada et le Mexique se perçoivent comme des partenaires ou des rivaux qui rivalisent pour l'attention des décideurs américains ? Ou, malgré ces difficultés, l'idée communautaire progresse et s'affirme parmi les dirigeants et les populations des trois pays ?

Phénomène transitoire par excellence, le texte se propose de dresser un état de la question, voire propose une photographie en quelque sorte de ce projet. En premier lieu, nous présenterons les théories de l'intégration permettant une analyse de la situation. En deuxième lieu, nous exposerons l'identité commune pré-ALÉNA selon la littérature. En troisième lieu, nous ferons un survol des impacts de l'ALÉNA sur l'identité nord-américaine. Nous terminerons avec les conclusions de cette analyse.

Les théories de l'intégration

Les travaux précurseurs de David Mitrany et de Karl Deutsch ont forgé les concepts de communauté et d'intégration. Pour le premier, la coopération technique soutenue par un effet de rétroaction positive jumelé au processus de socialisation propre aux organisations constituaient un gage de paix en permettant que : « [...] les problèmes purement techniques puissent se séparer des politiques, et [que] la coopération technique de la part des services administratifs nationaux puisse être conduite en avant avec des bons résultats dans la sphère internationale sans l'interférence des départements politiques des États membres » (Mitrany, 1933, p.125). Pour le second, par de là les considérations techniques, les organisations reposaient sur une communauté de valeurs partagées (Deutsch et al., 1957, p. 5). En cela, selon Deutsch, deux valeurs sont essentielles à une intégration réussite, soient : les normes associées à la démocratie libérale au sein des pays intégrés et une économie de marché régulée par un État-providence (Inglehart, Nevitte et Basafiez, 1996, p. 154). Une intégration régionale tel que l'ALÉNA représente, pour Deutsch, une communauté qui, pour être réussite, implique une consolidation de l'identité commune (Chamona, 2005, p.2).

Plus récemment, les approches bureaucratiques et néo-institutionnelles mirent l'accent sur le caractère contraignant et structurant des organisations, affirmant que ces dernières constituent à la fois « [...] des entités qui fournissent des matrices de sanctions et d'incitatifs auxquelles les agents rationnels répondent et [...] des] structures qui reproduisent des conceptions ou routines auxquelles les acteurs deviennent accoutumés » (Hall et Taylor, 1996, p.3). Constituées dans des circonstances historiques particulières, les institutions acquièrent ainsi une certaine stabilité, voire une certaine prévisibilité fonctionnelle ou trajectoire institutionnelle. C'est en ce sens qu'il faut comprendre la pérennité et la force des

institutions, que l'on peut apprécier en terme de durée, mais surtout par leur niveau d'institutionnalisation, leur autonomie ou encore leur complexité organisationnelle.

Toutefois, on ne peut directement appliquer ces principes et critères à l'analyse de l'ALÉNA. En premier lieu, l'ALÉNA n'est pas une organisation et repose sur un modèle intégratif somme toute peu institutionnalisé, si ce n'est les groupes de travail sectoriel consultatifs et le système de règlement des différends, l'intergouvernementalisme prédominant toutes autres formes de gouvernance (Brunelle, Leblanc et Marinelli, 2002). Dans le continuum classique des schémas d'intégration, si avec sa commission, son parlement, sa monnaie, ses politiques communes et son marché unique, l'Europe a atteint un stade supérieur d'intégration et serait sur le point de franchir le stade de l'intégration politique, l'Amérique du Nord, quant à elle, n'en est toujours qu'au premier stade, celui de l'accord de libre-échange (Balassa, 1961, pp.1-17). Il demeure que l'ALÉNA a transformé durablement le visage économique du continent. Non seulement est-il une grande réussite sur le plan commercial, et cela pour les trois pays, mais il a aussi permis le redéploiement de l'appareil productif à l'échelle de l'Amérique du Nord, les entreprises ayant intégré l'espace nord-américain dans leurs stratégies concurrentielles.

On se doit par ailleurs de prendre en compte l'importance du rôle des acteurs non gouvernementaux dans l'élaboration d'une intégration régionale, car ceux-ci devraient théoriquement pousser vers plus d'intégration en espérant plus de coopération entre les pays (Ayres et Macdonald, 2012, p. 13). Dans le même esprit, on ne peut passer sous silence le rôle des solidarités transnationales qui s'en trouvent redynamisées, pensons par exemple, aux liens historiques et les enjeux communs qui ont toujours caractérisé les territoires frontaliers (la Colombie-Britannique et le Nord-Ouest américain, l'Ontario et le Mid-Ouest américain, le Québec et la Nouvelle-Angleterre, la Californie et la Basse-Californie, le Texas et le Nord-Est mexicain, etc.) (Resnick, 2012, p. 105). Pour Robert Pastor, la fondation de l'ALÉNA a fait ressurgir d'anciens problèmes et alimenté de nouveau. Selon lui, la solution réside dans une intégration et une coopération approfondie (Pastor, 2011, p. 5). D'ailleurs, il a participé à un rapport d'un groupe de travail proposant des solutions aux principaux problèmes auxquelles sont confrontés les pays de l'ALÉNA, soient : des « menaces communes envers [leur] sécurité », des « défis communs contre [leur] croissance et [leur] développement économiques » et le

« défi commun que représente le niveau inégal de développement économique » (Groupe de travail indépendant sur l'avenir de l'Amérique du Nord 2008, p.61-63). Les conclusions de ce rapport affirmaient que les défis des pays d'Amérique du Nord devraient être relevés conjointement et proposaient « l'établissement, d'ici 2010, d'une communauté économique et de sécurité » (Groupe de travail indépendant sur l'avenir de l'Amérique du Nord, 2008, p.95).

La coopération alimentant la coopération, selon Mitrany, ce type d'intégration allait inévitablement mener à une intégration plus générale (Ayres et Macdonald, 2012, p. 13). Cette prédiction vérifiée dans le cas européen ne sait pas concrètement révéler dans le cas de l'ALÉNA quoi que nous pouvons nous demander si les multiples ententes bilatérales et multilatérales sur l'environnement, l'immigration, l'économie, etc. ont pu être favorisées par l'ALÉNA. En fait, la principale idée derrière l'ALÉNA était non seulement de faire tomber les barrières tarifaires, mais aussi de dépolitiser certaines questions sensibles, telles que la transition démocratique mexicaine ou encore l'instabilité à la frontière mexico-américaine. Aussi, du point de vue américain, l'ALÉNA constituait un formidable laboratoire en cette époque de fin de Guerre froide. Les États-Unis se devaient d'appuyer la marche des pays en transition vers la démocratie et la prospérité que peuvent apporter l'économie de marché et le commerce, et cela, que ce soit en Amérique latine ou en Europe de l'Est. La dimension politique autant sinon plus que la dimension commerciale fut à la base de leur décision d'entreprendre des pourparlers (Deblock et Cadet, 2001, pp.653-692). Mais, pour autant, peut-on parler de communauté nord-américaine, qui appelle à s'interroger sur des valeurs identitaires partagées ?

Identité et trajectoires économiques en Amérique du Nord

S'il n'y a pas nécessairement une identité nord-américaine, il existe certainement un socle identitaire commun. Le territoire des trois pays a bien sûr été colonisé par les Européens et il était habité par des autochtones qui en ont façonné l'identité et en ont imprégné l'imaginaire mythologique de ces pays (Resnick, 2012, p. 3). Conquistadors, coureurs des bois, cowboys et autres héros affrontant tous les dangers pour fonder un pays participent autant aux mythes fondateurs du Canada, du

Mexique ou des États-Unis. Qui plus est, la notion même de Nouveau Monde et le mythe de la Terre promise, comme terre de toutes les possibilités, seraient propres à ces habitants (DEPALMA, 2001, p. 2). L'Amérique du Nord n'est-elle pas considérée comme le continent du capitalisme et du libre marché (Resnick, 2012, p. 51).

Mais, l'histoire et les guerres du 18^e et du 19^e siècle en ont décidé différemment. Tandis que des États-Unis s'assurèrent de la suprématie continentale, le Canada et le Mexique durent construire leurs identités nationales à l'ombre d'une Amérique triomphante. On ne peut ainsi trop insister sur le caractère défensif des nationalismes canadiens et mexicains, tant les États-Unis furent et sont encore omniprésents, à la fois fascinants et menaçants (Resnick, 2012, p. 48). Si au sud comme au nord de leurs frontières, on s'est inspiré de leurs idéaux démocratiques et envier leurs prospérités économiques, force est de constater que tant au Canada et qu'au Mexique, l'idée même de développement et d'industrialisation fut défendue comme un outil de résistance à l'hégémonie américaine, pour ne pas dire, à l'impérialisme américain. Il existe en fait un certain parallélisme dans la trajectoire économique des deux pays (Golob, 2003, pp.361-398).

Tant au Mexique qu'au Canada, on peut ainsi distinguer schématiquement quatre phases. L'ère pionnière et de peuplement où les intérêts mercantiles des métropoles respectives dicteront la conduite à suivre, positionnant ces derniers, comme fournisseurs de matières premières pour le marché métropolitain. L'ère nationaliste qui suivra l'émancipation politique au 19^e siècle, qui au Canada prendra la forme de la *National Policy* au lendemain de la Confédération (1867) et, qui au Mexique, celui d'un libéralisme éclairé sous la gouverne des *Científicos* du Dictateur Porfirio Diaz (1876-1910). Dans un cas comme dans l'autre, l'accent sera mis sur une politique industrielle de rattrapage, notamment par la construction de liaisons ferroviaires. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'action économique prendra la forme d'un État activiste intervenant dans les secteurs clés de l'économie et la protection des industries naissantes contre la concurrence étrangère (lire américaine) dans un schéma de substitution des importations. Au Canada, cette résistance prendra également la forme d'un activisme sur le plan culturel, avec la mise en place d'organismes tels que le CRTC, Radio-Canada ou l'Office national du film, visant autant la promotion de la culture canadienne que la fermeture aux produits culturels américains. Au Mexique se modèle d'industrialisation fut plus achevé et constituera

la pierre angulaire d'un État bureaucratique autoritaire sous la directive d'un parti dominant, le fameux PRI (Parti Révolutionnaire Institutionnel), qui dirigera le Mexique sans interruption de 1924 à 2000. Enfin, durant les années 1980 et au début des années 1990, l'un et l'autre verront dans un rapprochement avec les États-Unis le moyen à la fois de renouer avec la croissance et d'assurer leurs sécurités économiques respectives, et encore, il s'agissait là d'un « mariage de raison » (Weintraub, 1990; Brunelle et Deblock, 1989), tant il remettait en question les mythes nationaux sur lesquels s'était développée l'identité nationale des deux pays.

On s'en rappellera, la ratification de l'accord fut loin d'être une lettre à la poste. Dans les trois pays, il souleva un tollé de protestation. Qui pour dénoncer de possibles pertes d'emploi ? Qui pour craindre l'abdication de la souveraineté nationale ? Qui encore pour faire le procès du Mexique ? Au Canada, non seulement craignait-on qu'il ne desserve les liens économiques d'est en ouest au profit d'une intensification des relations nord-sud, il prit en partie la forme d'une autre confrontation francophone anglophone. Pour les segments les plus nationalistes du Canada anglais, le projet était d'autant plus suspect que le Parti Québécois (Indépendantiste) endossait le projet d'un accord de libre-échange avec les États-Unis. Et, ce ne sera qu'après l'appui massif des Québécois et de provinces de l'Ouest aux élections fédérales de 1984 que le gouvernement Mulroney se sentira légitime pour entamer des négociations bilatérales avec les États-Unis (Galarneau, 1989, pp.165-180). Lors des négociations de l'ALÉNA quelques années plus tard, le débat canadien ne fut pas si intense, les principaux coûts d'ajustement économique étant déjà largement réalisé en raison de l'accord de libre-échange canado-américain. Certains mêmes se rejouèrent d'une possible alliance avec le Mexique pour équilibrer un tant soit peu la relation avec les États-Unis.

Au Mexique, ce n'est qu'après la défection de l'aile la plus à gauche du PRI (ce qui a mené à la création Parti de la Révolution Démocratique, PRD) et en court-circuitant les processus démocratiques que le Président Salinas de Gortari (1989-1994) pu poursuivre sa politique de réformes économiques, l'accord commercial venant ni plus ni moins verrouiller l'ouverture économique et limiter tout retour en arrière (Kaufman, Bazdresch et Heredia, 1994, pp.360-410). Toutefois, au Mexique, la ratification de l'Accord fut célébrée comme une immense victoire de la diplomatie mexicaine et de son président, tant on craignait l'hostilité historique des États-Unis. L'ALÉNA n'était-il pas

la voie vers le Premier monde, comme le voulaient les slogans gouvernementaux (Arès, 2003)? La magie pourtant ne dura qu'un temps, s'estompant rapidement avec les assassinats politiques et la crise du peso qui marqueront la première année de l'entrée en vigueur de l'accord.

Même aux États-Unis, à côté des pertes d'emploi, la question identitaire occupera une place centrale du débat. Elle sera notamment au centre du débat électoral de l'élection présidentielle de 1992, qui devait mener Bill Clinton à la présidence. On y fit, non seulement le procès de l'ALÉNA, y dénonçant notamment le dumping social et environnemental que constituaient selon eux le secteur des maquiladoras, le fer de lance des exportations mexicaines, mais aussi d'une manière à peine voilée, voire raciste, celui du Mexique. Ce n'est qu'après avoir exigé du Mexique la ratification d'accords parallèles sur l'environnement et le travail (Kull, 2005)², et qu'une fois président, le président Clinton y accordera finalement son appui (Meyer, 1998). Les Américains déchanteront également rapidement après les assassinats politiques et la crise du peso. Encore aujourd'hui, le « *Giant Suckink Sound* » de Ross Perot résonne toujours (De la Cruz, 2013), et la question mexicaine continue de diviser la population américaine. Des observateurs de premier plan, tel un Samuel Huntington, y voyant même une menace à l'identité américaine (Huntington, 2004).

Quoi que l'on en dise, l'ALÉNA est là pour rester tant les intérêts économiques des trois pays sont imbriqués. Force est cependant de constater que l'ALÉNA n'a guère évolué et est pratiquement un accord fermé. Tandis que le volume de commerce entre le Mexique et le Canada atteint des niveaux historiques et que la coopération bilatérale ne s'est jamais aussi bien portée, ils ne parviennent toujours pas à faire abstraction de leurs intenses relations respectives avec les États-Unis (Chacón, 2010). Il appert ainsi que l'ALÉNA constitue *de facto* un cadre unique pour gérer deux intenses relations stratégiques dont les États-Unis constituent l'épicentre. Bref, dans de nombreux dossiers, le trilatéralisme fait souvent place à un bilatéralisme compétitif, comme l'illustre clairement la politique de frontière intelligente, où l'un comme l'autre ont négocié séparément des accords très semblables avec les États-Unis. On peut également citer, le cas de l'immigration mexicaine illégale aux États-Unis, le Canada ayant toujours refusé de s'y impliquer. En fait, depuis le 11 septembre 2001, loin d'avoir permis d'intensifier la coopération, l'accent mis par les États-Unis sur la sécurité

n'a eu pour effet que de briser l'élan communautaire (Morales, 2011).

Même sur le plan commercial, on ne peut conclure à une approche tripartite. Déjà, en 1995, lors du Sommet des Amériques à Miami, c'est à contre-pied que furent pris le Canada et le Mexique lors du lancement du projet d'une zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA), eux qui rêvaient d'une relation « exclusive » avec les États-Unis (Deblock et Turcotte, 2003). Par la suite, c'est le Mexique qui le premier lança la course aux accords bilatéraux de libre-échange. D'un côté, il voulait à la fois se présenter comme un pont naturel entre les deux Amériques, voire un tremplin en vue de la future ZLÉA, et l'endroit où les coûts de production étaient de loin les plus favorables du continent nord-américain. D'un autre, cela lui permettait de courtiser les secteurs les plus nationalistes au Mexique par une diversification de ces partenaires économiques (Arès, 2009). Le Canada et les États-Unis emboîteront rapidement le pas avec pour résultat que tous les trois entreprirent et conclurent séparément un nombre appréciable d'accords de libre-échange, souvent avec les mêmes pays.

Depuis les années 2000, les États-Unis se sont détournés de l'Amérique latine (Hakin, 2006), portant leurs regards sous George W. Bush (2001-2009) vers le Moyen-Orient, et sous Barack Obama (2009-...) vers le Pacifique, pour ne pas dire la Chine. Cette dernière est, en l'espace d'une décennie, rapidement devenue le premier partenaire économique des États-Unis et le second du Canada et du Mexique (Arès, Deblock et Lin, 2011). En cela, la Chine constitue aujourd'hui le principal défi de l'ALÉNA, et cela sous deux importants aspects (Dussel Peters et Gallagher, 2013; Arès, Deblock et Lin, 2011). D'un côté, le commerce avec la Chine croît plus rapidement que le commerce intra zone, remettant ainsi en question la dynamique intégrative nord-américaine. D'un autre côté, on se doit de constater l'impact différencié de la Chine sur les trois pays, et cela, même si dans tous les cas, elle se présente surtout comme un fournisseur majeur de biens manufacturés, d'où les importants déficits commerciaux pour les trois pays. Pour les États-Unis, il s'agit avant tout d'un concurrent hégémonique, mais qui offrent d'importantes opportunités économiques, notamment sur le plan de l'investissement et des coûts de fabrication. Pour le Canada, la Chine se présente comme un marché d'exportation stratégique pour ses importantes ressources naturelles et énergétiques. Mais, pour le Mexique, la Chine entre directement en conflit avec son patron de

spécialisation dans les biens manufacturiers pour les marchés mondiaux (nord-américain), le forçant à un redéploiement aussi rapide qu'incertain vers des biens à plus grande valeur ajoutée, telle l'automobile, c'est-à-dire là où l'avantage salarial n'est pas aussi décisif. Tandis que la Chine apparaît un défi commun, jusqu'à maintenant, c'est seul que chacun tente de le relever.

Si le futur de l'ALÉNA semble hypothéqué et si la solidarité entre les parties être sous tension, qu'en est-il des valeurs communes et de l'identité nord-américaine ?

Vers une identité nord-américaine ?

Si on demande à un Américain, à un Mexicain ou encore à un Canadien, s'il se considère nord-américain, la réponse serait invariablement négative, chacun réaffirmant son appartenance à son pays. Cela n'infirmes pas pour autant l'émergence d'une identité nord-américaine, les loyautés identitaires pouvant être multiples. Ainsi, si, par exemple, plus d'Américains que de Mexicains considèrent que le Mexique appartient au monde occidental (Stephens, 2006, p.2), de tous les Nord-Américains les Mexicains seraient les plus pros Amérique du Nord (Graves, Pastor et Basañez, 2013, p.55). Cela n'implique pas plus que l'idée d'une communauté nord-américaine n'ait pas progressé. Questionnés en 2007 sur leur sentiment d'appartenance à l'Amérique du Nord, une majorité d'Américains (88 %), de Canadiens (85 %) et de Mexicains (77 %) affirmaient ainsi se sentir à l'aise avec le concept (McLellan, 2007, p.4). Comme l'explique Anderson et Stephenson, la littérature scientifique, découlant pour l'essentiel de l'exemple européen, a développé principalement deux arguments pour expliquer le lien entre l'identité et les processus intégratifs (Anderson et Stephenson, 2011, 21p.). Un premier découle d'une vision utilitariste de l'intégration, le changement d'allégeance répondant aux bénéfices anticipés de l'intégration. Le second met plutôt l'emphase sur l'identité politique, les coûts de la perte de souveraineté étant compensés par la valorisation d'une culture commune. Aussi, partant du postulat que l'identité ne peut se résumer qu'aux relations commerciales, mais que l'ALÉNA peut constituer un important référent identitaire, nous proposons d'évaluer sommairement l'évolution et de souligner les points de convergence.

Les sondages montrent que les Canadiens et les Américains ont généralement une opinion favorable ou

très favorable les uns des autres. Il n'en demeure pas moins qu'il existe une asymétrie dans le plus grand intérêt que portent les Canadiens envers la relation bilatérale. Constatant la méconnaissance des Américains du Canada, c'est en ce sens que certains parlent d'un «isolationnisme cognitif» de la part des Américains (Brooks, 2006). Évidemment, la connaissance du Canada aux États-Unis augmente en fonction de la proximité géographique. Ceci dit, plus de 90 % de l'élite politique américaine et plus de 70 % de la population des États-Unis considèrent d'intérêt vital le Canada, et la majorité (57,7 %) considère soit satisfaisante soit souhaiterait raffermir les relations avec le Canada. À l'inverse, les Canadiens se montrent généralement plus hésitant à supporter l'approfondissement des relations, une pluralité voire une légère majorité (entre 38,3 et 54,6 %) se satisfaisant de leur niveau actuel (Gravelle, 2012, p.4 et 12).

Toutefois, selon un sondage plus récent (Angus Reid, 2012), en 2012, une pluralité d'Américains et de Canadiens considère qu'ils ne bénéficient pas pleinement de l'ALÉNA. Pour les Canadiens (46 %), ce seraient les Américains qui en tirent les plus grands bénéfices tandis que pour ces derniers (37 %), ce serait plutôt les Mexicains. Dans les deux pays, une pluralité voudrait que l'ALÉNA soit renégocié. Il s'agirait là d'une tendance lourde de l'opinion publique, un sondage Gallup de 2008 (Gallup, 2008) rapportant des résultats similaires, à savoir que 37 % des Américains et une faible majorité de Canadiens (51 %) considéraient que leur pays avait bénéficié de l'accord.

Toujours selon ce sondage, seulement 20 % des Mexicains considèrent que l'ALÉNA a engendré des retombées positives pour leur pays. Le contraste est frappant avec l'enthousiasme avec lequel la population mexicaine avait accueilli l'annonce des négociations au tournant des années 1990, entre 71 et 81 % de la population s'y montrant favorables (Hellman, 1993). Aussi, ne faut-il pas trop se surprendre, si en 2006, une majorité de Mexicains (52 %) avait une opinion défavorable des Américains. Pourtant 84 % de ces derniers partageaient une image positive des Mexicains ! (Stephens, 2006). Il n'en demeure pas moins que 52 % des Mexicains et 62 % des Américains considéraient très importante la relation bilatérale.

Cela pourrait être lié à la politique étrangère de George W. Bush (2001-2009) et aux renforcements des mesures de sécurité aux frontières. Et sur ce plan, les Mexicains ne font pas exceptions, la communauté

internationale s'unissant pour déplorer l'intervention américaine en Irak (Sobel, Furia et Barratt, 2012). En fait, avec son départ de la Maison-Blanche, on assiste à un revirement de la perception qu'ont les Mexicains des Américains, le pourcentage de Mexicains considérant la relation bonne est passé d'un creux de 37 % en 2003 pour atteindre un sommet de 63 % la première année du mandat de Barack Obama (Latinobarómetro, 2011). En fait, de tous les leaders mondiaux, le président Obama est celui que les Mexicains tiennent en plus grande estime et son pays le plus admiré, le Canada et son premier ministre arrivant bon deuxième (González *et al.*, 2013, p.68 et 71). Reste que la sécurité aux frontières, en limitant la circulation des personnes non seulement constitue un des principaux irritants, mais elle constitue également un des plus importants freins au développement d'un sentiment communautaire. Il est vrai, particulièrement à la frontière avec le Mexique et son mur, que le contrôle frontalier puisse répondre aussi à l'immigration clandestine et à la lutte aux narcotiques, voire réponde à des pressions politiques, mais le message ne peut-être plus limpide : il y a le « nous » et il y a les « vous », les étrangers, l'ALÉNA ne concerne que le commerce et les firmes, pas les personnes. Pour sa part, le Canada n'est pas en reste, bien qu'il déplore les nouvelles mesures de contrôle à l'entrée des États-Unis (notamment l'obligation de détenir un passeport valide), ce qui pour le plus grand nombre a eu pour effet de leur rappeler l'existence d'une frontière commune, le Canada n'en impose pas moins depuis juillet 2009 un visa à l'entrée aux citoyens mexicains.

Aussi, on peut observer une baisse du support populaire envers l'ALÉNA dans les trois pays. Les sondages des années 2003 et 2004 montraient ainsi qu'une forte majorité (70 %) des Canadiens et des Mexicains (64 %) et une pluralité (47 %) des Américains supportaient l'accord de libre-échange (Weber, 2006). En 2008, seulement le tiers des Américains (35 %) estimait que les accords de libre-échange ratifiés par leur pays avaient été bénéfiques, une pluralité (44 %) estimant le contraire (PEW Research Center, 2010). Pour leur part, les Canadiens sont maintenant plus divisés sur le sujet : si le tiers (33 %) croit que l'accord canado-américain a été bénéfique, 26 % y ont une opinion négative et 16 % considère qu'il n'a eu aucun effet (Grenier, 2012).

Sans prétendre à une lecture exhaustive de l'humeur de la population nord-américaine eut égard à l'intégration économique continentale et à leur identité, il n'en ressort pas moins l'image d'une baisse du support général de

l'idée de communauté. Est-ce à dire que l'idée se meure ? Pas nécessairement, non seulement l'appropriation identitaire est un processus lent, soumis aux aléas politiques et économiques, qui parfois peut même connaître des reculs plus ou moins prolongés, n'avait-il pas fallu près de quatre décennies pour que l'Europe se transforme en union politique. Comme l'indique d'ailleurs cette dernière, les processus intégratifs sont souvent affaire d'élite. En Amérique du Nord, sur ce plan, force est ainsi de constater le décalage qui existe entre la population en générale et les élites. La grande majorité des leaders mexicains, par exemple, estimaient que leur pays avait bénéficié (28 %) ou beaucoup bénéficié (48 %) de l'ALÉNA, selon une étude récente (González *et al.*, 2013, p.103) alors que, nous l'avons vu, seulement 20 % de la population en générale partageait ce point de vue. Dans le même esprit, si 49 % des Américains perçoivent le Mexique comme l'un des dix principaux partenaires économiques des États-Unis, à peine 20 % d'entre eux savaient qu'il était parmi les cinq premiers (Wilson Center et The Chicago Council on Global Affairs, 2013, p.3).

Si les élites peuvent par leurs actions porter le projet communautaire, pour l'heure la volonté politique n'y est tout simplement plus. Des politiques ont bien partagé cette idée d'une communauté nord-américaine, pensons en particulier au président mexicain Vicente Fox (2000-06), qui prônait une approche trilatérale notamment dans des domaines aussi divers que la monnaie, la sécurité, l'énergie et l'immigration, sans succès il faut le dire. Pensons encore au Canada, qui un temps au lendemain du 11 septembre avait jonglé avec l'idée de faire évoluer la relation commerciale avec les États-Unis vers une union douanière (Golfard, 2003). Certes, l'opposition farouche des États-Unis à toute forme de soumission à une autorité supranationale souvent citée constitue un obstacle majeur à des formes supérieures d'intégration. Certes également, on ne peut en deux décennies faire abstraction des constructions historiques nationales. Celle d'un Canada qui a de tout temps résisté à l'homogénéisation culturelle américaine, et tenté d'atteindre un équilibre entre ses héritages français et britannique. Celle d'un Mexique qui encore aujourd'hui se questionne sur son appartenance à l'Amérique du Nord (43 %) ou à l'Amérique latine (41 %) (Stephens, 2006, p.2). Celle enfin des États-Unis triomphants qui ne peuvent concevoir d'autres voies que celle qu'ils ont tracée. L'enracinement même d'une vision commune n'est sans doute pas assez profond, et cela même si l'ALÉNA a favorisé la convergence de valeurs communes,

de démocratie, de liberté économique et d'une cohabitation pacifique (EKOS Research Associates, 2002).

Conclusion

La civilisation nord-américaine, s'il y en a une, est Américaine dans le sens des États-Unis qui par leur « soft-power » ont envahi tous les pays du monde de leur culture et plus particulièrement les deux autres pays d'Amérique du Nord. L'identité nord-américaine serait donc majoritairement américaine (Resnick, 2012, pp. 111-113). Aussi, les valeurs du Mexique, du Canada et des États-Unis ont convergé dans les dernières décennies et cela laisse penser qu'une identité commune est probablement en construction (Inglehart, Nevitte et Basafiez, 1996, p. 154). Il est donc possible que l'Amérique du Nord existe autrement que géographiquement malgré les nombreuses critiques faites au modèle d'intégration économique basé sur l'amélioration de la qualité de vie par le libre marché et la libéralisation des marchés (Ayres et Macdonald, 2012, p.6).

Aussi, l'Amérique du Nord a été très influencée par les théories libérales, l'individualisme et la propriété privée avec une plus forte tendance à la défense des communautés et des droits des collectivités au Canada et au Mexique (Earle et Wirth 1995, p. 10). Malgré qu'il ait été moins marqué par le capitalisme, le Mexique est aujourd'hui, tout comme les États-Unis, une société ancrée dans celui-ci. La démocratie y est une valeur fondamentale tout comme au Canada et aux États-Unis même si, dans tous les cas, des conglomérats médiatiques dirigent l'opinion publique (Resnick, 2012, pp. 72-73).

En conclusion, plusieurs éléments démontrent les nombreuses différences entre les pays membres de l'ALÉNA, mais il existe, malgré tout, une fondation collective à l'ensemble de ces pays et l'ALÉNA aide certainement à forger une identité commune. Les dernières années ont fait avancer les trois pays dans une même direction sur les questions de sécurités, d'économies et de politiques. Pour plusieurs, les problèmes inhérents au fonctionnement de l'ALÉNA serait en partie réglé par une plus forte intégration, ce qui accélérerait la création d'une identité réellement nord-américaine.

Notes

² Bien qu'en son temps, les élites mexicaines aient perçu l'exigence comme une intrusion dans ces affaires intérieures, après coup, il semble qu'une majorité de Mexicains supportent l'accord sur le travail (67 %) et l'accord sur l'environnement (76 %).

Bibliographie

- Anderson, C. & L. Stephenson. 16 au 18 mai 2011 - *Identity, Economy and Integration: Evaluating the Source of Public Opinion on Canada-US Integration*, 21p. ; Waterloo, Ontario : Canadian Political Science Association Conference.
- Angus Reid. 17 mai 2012 - *Americans and Canadians Feel They Have Lost Out with NAFTA*, Vancouver, En ligne : <http://www.angusreidglobal.com/polls/44771/americans-and-canadians-feel-they-have-lost-out-with-nafta/>.
- Arès, M., 2003 - *De la méfiance à l'opportunité : la politique commerciale mexicaine et l'intégration continentale*. In *Suivre les États-Unis ou prendre une autre voie ? Diplomatie commerciale et dynamiques régionales au temps de la mondialisation* (C. DEBLOCK & S. F. TURCOTTE, eds.) : 111-150 ; Bruylant, Bruxelles : Coll. Mondialisation et Droit international.
- Arès, M., 2009 - *Mexique : Transcender l'hégémonie américaine*. In *L'émergence de nouvelles puissances. Vers un système multipolaires ?* (S. SANTANDER, eds.) : 171-204 ; Paris : Ellipse.
- Arès, M. & C. Deblock, octobre 2011 - *L'intégration nord-américaine : l'ALÉNA dans le rétroviseur*, in *Fédéralisme & Régionalisme*, numéro spécial sous la direction de S. Santander, Le régionalisme international dans les Amériques : dynamique interne et projection internationale, 11 (1) : 1-14.
- Arès, M., C. Deblock & T.-S. Lin, octobre-décembre 2011 - *La Chine et l'Amérique latine : le grand chambardement ?* In *Revue Tiers Monde*, numéro Économie politique tricontinentale : Les nouveaux paradigmes suds-suds, sous la direction de P. Hugon et J. Marques Pereira, no. 208 : 65-82.
- Ayres, J. & L. Macdonald, 2012 - *Introduction* In J. Ayres & L. Macdonald (eds.) [*North America in Question: Regional Integration in an Era of Economic Turbulence*](#), 406 p. ; Toronto : University of Toronto Press.
- Balassa, B., février 1961 - *Toward a Theory of Economic Integration*, *Kyklos*, 14 (1) : 1-17.
- Brunelle, D. & C. Deblock, 1989 - *Le libre-échange par défaut*, 302 p. ; Montréal : VJB Editeur.
- Brunelle, D., O. Leblanc & C. Marinelli, janvier 2002 - *La gouvernance au temps du libre-échange. Une étude des mécanismes de mise en œuvre de l'ALÉNA et de l'ACI*, 46 p. ; Montréal : Groupe de recherche sur l'intégration continentale (GRIC), CEIM-UQAM.
- Brooks, S., 2006 - *As Others See US: The Causes and Consequences of Foreign Perceptions of America*, 178 p. ; Peterborough, Ontario : University of Toronto Press.
- Clarkson, S., 2008 - *Does North America Exist ? Governing the Continent after NAFTA and 9/11*, 448 p. ; Toronto : University of Toronto Press.
- Chacón, S., 2010 - *The Future of Canadian-Mexican Relations: Agenda for the 21st Century*, In *Latin American Policy*, 1 (1) : 133-142.
- Chanona, A., juin 2005 - *North American Security: A Community or an Identity?*, 16 p., Jean Monnet/Robert Schuman Paper Series, 5 (9).
- Deblock, C. & G. Cadet, 2001 - *La politique commerciale des États-Unis et le régionalisme, dans les Amériques, Études internationales*, 32 (4) : 653-692.
- Deblock, C. & S. F. Turcotte (eds.), 2003 - *Suivre les États-Unis ou prendre une autre voie ?*, 448 p. ; Bruylant, Bruxelles : *Diplomatie commerciale et dynamiques régionales au temps de la mondialisation*, Coll. Mondialisation et Droit international.
- Depalma, A., 2001 - *Here: A Biography of the New American Continent*, 375 p. ; New York : Public Affairs.
- De la Cruz, R., 1 mars 2013 - *Ross Perot's "Giant Sucking Sound" coming from the Corporate Drain*, in *Dallas News*. En ligne : <http://dallasmorningviewsblog.dallasnews.com/2013/04/ross-perots-giant-sucking-sound-coming-from-the-corporate-drain.html/>
- Deutsch, K. W., S. A. Burell, R. A. Kann, M. Lee Jr, M. Lichterman, R. E. Lingren, F. L. Loewenheim & R. W. Van Wagenen, 1957 - *Political Community and the North Atlantic Area: International Organization in the Light of Historical Experience*, 228 p. ; Princeton : Princeton University Press.
- Dussel Peters, E. & K. P. Gallagher, août 2013 - *NAFTA's Uninvited Guest: China and the disintegration of North America Trad.*, In *CEPAL Review*, vol.110 : 83-108.

Earle, R. L. & J. D. Wirth (eds.), 1995 - *Identities in North America: The Search for Community*, 256 p. ; Stanford : Stanford University Press.

EKOS Research Associates, 18 juin 2002 - *Values & Identities in North American Integration*, 10p. ; Toronto, Ontario : *Symposium - Rethinking North American Integration*, The Sheraton Center Toronto Hotel.

Galarneau, H., 1989 - *Les relations extérieures du Canada*, In *Études internationales*, 20 (1) : 165-180.

Gallup. Préparé par ENGLISH, C., 12 décembre 2008 - *Half of American say NAFTA has mainly negative effect on the economy, U.S Foreign Policy Opinion Briefing*, North American Free Trade Agreement, En ligne : <http://www.gallup.com/poll/113200/opinion-briefing-north-american-free-trade-agreement.aspx>.

Goldfarb, D., juin 2003 - *The Road to a Canada-U.S. Customs Union: step-by-step or in a Single Bound?*, 30p., Commentary no.184, C. D. Howe Institute.

Golob, S., avril 2003 - *Beyond the Policy Frontier: Canada, Mexico, and the Ideological Origins of NAFTA*, In *World Politics*, 55 (3) : 361-398.

González, G., J. Schiavon, R. Morales Castillo, D. Crow & G. Maldonado, août 2013 - *México, The Americas and the world 2012-2013*, 127 p. ; Mexico : *Foreign policy: Public Opinion and leaders*, Research Paper no. 245.

Groupe de travail indépendant sur l'avenir de l'Amérique du Nord 2005 - *Construire une communauté nord-américaine*, 113 p. ; New York: Council on Foreign Relations, rapport no. 53.

Gravelle, T., 17-20 mai 2012 - *Cross-Border Public Opinion: Canadian and American Attitudes toward Canada-U.S.*, 35 p. ; Orlando, Floride : *Relations*, Paper presented at the Annual Conference of the American Association for Public Opinion Research.

Graves, F., R. Pastor & M. Basáñez, 31 octobre 2013 - *The NAFTA Promise and the North American Reality : The Gap and How to Narrow it*, 57 p., Presentation to the Center for North American Studies (CNAS) & the Institutions, Law and Security Center (ILSC).

Grenier, E., 10 mai 2012 - *Free Trade Poll Finds Canadian Divided on Past Deals, But For Future Agreements*, *The Huffington Post*, En ligne :

http://www.huffingtonpost.ca/2012/10/05/free-trade-poll-canada-nafta_n_1942357.html.

Hakin, P., janvier-février 2006 - *Is Washington Losing Latin America?*, In *Foreign Affairs*, 85 (1) : 39-53.

Hall, P. & R. TAYLOR, décembre 1996 - *Political Science and the Three New Institutionalisms*, *Political Studies*, 44 (5) : 936-957.

Hellman, J., 1993 - *Mexican Perceptions of Free Trade: Support and Opposition to NAFTA*, 9 p. En ligne: http://www.yorku.ca/cerlac/jhellman/Mexican_Perceptions.pdf

Huntington, S., 2004 - *Who Are We? The Challenges to America's National Identity*, 428 p. ; New York : Simon and Schuster.

Inglehart, R. F., N. Nevitt & M. Basafiez , 1996 - *The North American Trajectory: Cultural, Economic, and Political Ties among the United States, Canada, and Mexico*, 198 p. ; New York: Aldine de Gruyter.

Kaufman, R., C. Bazdresch & B. Heredia, 1994. - *Mexico: Radical Reform in a Dominant Party System*, in S. Haggard & S. B. Webb (eds.), *Voting for Reform : Democracy, Political Liberalization, and Economic Adjustment*, 360-410 ; New York : A World Bank Book, Oxford University Press.

Kull, S., 20 juillet 2005 - *Mexican, U.S. Publics Strongly Support Labor and Environmental Standards in Trade Agreements*, World Public Opinion.org, En ligne : <http://www.worldpublicopinion.org/pipa/articles/brlatinamericara/73.php?lb=btgl&pnt=73&nid=&id=>

Latinobarómetro., 2011 - *Online Data Analysis : Mexique*, En ligne : <http://www.latinobarometro.org/latOnline.jsp>.

McLellan, A., mars 2007 - *The Concept of a North American Community : Is It D.O.A. ?*, 17 p. ; Calgary : Alberta Institute for American Studies, University of Albert.

Meyer, F., 1998 - *Interpreting NAFTA*, 374 p. ; New York : Columbia University Press.

Morales, I., 2008 - *Post-NAFTA North America. Reshaping the Economic and Political Governance of a Changing Region*, 234 p. ; New York : International Political Economy Series, Palgrave MacMillan.

Morales, I. (eds.), 2011 - *National Solutions to Trans-Border Problems? The Governance of Security and Risk in a Post-NAFTA North America*, 278 p. ; Farnham/Burlington : Ashgate Publishing.

Mitrany, D., 1933 - *The Progress of International Government*, 176 p. ; New Haven : Yale University Press.

Navarro Castaño, D., mai 2008 - *L'ALÉNA, après bientôt 15 ans*, 12 p., Centre d'études interaméricaines.

Pastor, R. A., 2011 - *The North American Idea: A Vision of a Continental Future*, 288 p. ; New York : Oxford University Press.

PEW Research Center., 9 novembre 2010 - *Americans Are of Two Minds on Trade. More Trade, Mostly Good; Free Trade Pacts, Not So*, En ligne : <http://www.pewresearch.org/2010/11/09/americans-are-of-two-minds-on-trade/>.

Resnick, P., 2012 - *The Labyrinth of North American Identities*, 160 p. ; Toronto : University of Toronto Press.

Roett, R., 1991 - *Mexico's Strategic Alternatives in the Changing World System: Four Options, Four Ironies*, In R. Roett (eds.). *Mexico's External Relations in the 1990s*, 282 p. ; Boulder, Colorado : Lynne Rienner Publishers.

Sobel, R., P. Furia & B. Barratt (eds.), 2012 - *Public Opinion and International Intervention: Lessons from the Iraq War*, 322 p. ; Dulles : Potomac Books.

Stephens, A., 28 mars 2006 - *Americans, Mexicans Reject Border Fence*, World Public Opinion.org, En ligne : <http://worldpublicopinion.org/pipa/articles/brlatinamericara/184.php?lb=brla&pnt=184&nid=&id=>.

Weber, S., 23 janvier 2006 - *In Mexico, U.S. and Canada, Public Support for NAFTA Surprisingly Strong, Given each Country Sees Grass as Greener on the Other Side*, World Public Opinion.org, En ligne : <http://worldpublicopinion.org/pipa/articles/brlatinamericara/161.php?lb=brla&pnt=161&nid=&id=>.

Weintraub, S., 1990 - *A Marriage of Convenience. Relations between Mexico and the United States*, 288 p. ; New York : Oxford University Press.

Wilson Center & The Chicaco Council on Global Affairs., 29 avril 2013 - *As President Obama Heads to Mexico,*

Americans Have Mixed Views of Neighbor across the Border, 9 p., Mexico Institute.

Direction

Mathieu Arès, professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Hugo Loiseau, professeur agrégé, Université de Sherbrooke

Abonnez-vous

[À la liste de diffusion](#) 

[Au fil RSS](#) 

Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Adresse civique :

UQAM, 400, rue Sainte-Catherine Est
Pavillon Hubert-Aquin, bureau A-1560
Montréal (Québec) H2L 2C5 CANADA

Adresse postale :

Université du Québec à Montréal
Case postale 8888, succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) H3C 3P8 CANADA

Courriel : ceim@uqam.ca

Site web : www.ceim.uqam.ca

Observatoire des Amériques

Téléphone : 514 987-3000, poste 3910

Télécopieur : 514 987-0397

Courriel : oda@uqam.ca

Site web : www.ameriques.uqam.ca



Rédaction

Xavier P-Laberge est professeur adjoint et candidat à la maîtrise à l'École de politiques appliquées de l'Université de Sherbrooke (Canada).

Mathieu Arès est également codirecteur de l'Observatoire des Amériques. La réalisation de ce texte a été en partie rendue possible grâce à une subvention CRSH Développement Savoir (2013-2015).

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM).